



LE VIF DU SUJET

SCÈNE DE LA VIE QUOTIDIENNE DANS UN LYCÉE DE BANLIEUE

PAR FRÉDÉRIC PLOQUIN

Sur fond d'affaire Théo, un petit blocus se met en place le lundi 6 mars devant les portes du lycée Suger, à Saint-Denis, un établissement coincé entre un pont, une cité difficile et une ruelle déserte, où cohabitent une filière pro et une filière audiovisuel. Très vite, une trentaine de jeunes, dont une bonne partie sont extérieurs au lycée, passent au stade de l'émeute, avec caillassage de la façade et de la fenêtre de la salle des professeurs, qui obtiennent la fermeture du lycée.

Le lendemain, rebelote à l'appel des réseaux sociaux, sauf que, à l'occasion de la récréation, un mortier (gros pétard) éclate à l'intérieur des locaux. La rumeur évoque un début d'incendie dans les toilettes. Mais, au lieu de confiner les élèves, les profs les poussent vers l'extérieur, où les casseurs, qui affrontent les policiers, s'évanouissent vers le centre-ville, avec au passage une intrusion bien plus dure dans un bâtiment du lycée Paul-Eluard : armés de barres de fer, ils chassent les élèves des classes et cassent le matériel.

Devant Suger, les policiers embarquent 55 jeunes, six présumés lanceurs de projectiles et 49 spectateurs, tous mineurs, qui vont subir une garde à vue en bonne et due forme, avec son lot d'humiliations inutiles, au grand dam des parents, qui ne seront pas prévenus, ni par le lycée ni par la police. Des gardes à vue prolongées, même si elles ne visaient pas les bons. Car la politique s'en mêle, et le parquet

de Bobigny, soucieux de frapper fort, fait écho aux propos de Bernard Cazeneuve, qui appelle devant l'Assemblée à « sanctionner les auteurs avec la plus grande sévérité ». Tout en accusant le FN et François Fillon de « provoquer et d'entretenir le désordre »...

Les parents tapent sur la police (au risque d'affaiblir encore l'autorité), les professeurs sur le proviseur (par principe), le FN sur le Premier ministre (on s'y attendait). La mairie, elle, joue la médiation et Valérie Pécresse (LR) promet au nom du conseil régional, qu'elle dirige, des caméras déjà promises... Chacun feint de s'étonner qu'une partie de la banlieue

est au bord de l'implosion. A commencer par la ministre de l'Éducation nationale, qui découvre que ce lycée surpeuplé et doté d'une filière d'excellence est un coupe-gorge où les élèves ne sont pas tranquilles à la sortie des cours

**UN LYCÉE SURPEUPLÉ
OÙ LE PERSONNEL
EST EN CRUEL
SOUS-EFFECTIF.**

et où le personnel est en cruel sous-effectif, un peu comme les urgences des hôpitaux du département : trois conseillers principaux d'éducation pour 1 300 élèves, soit un pour 430, où il en faudrait un pour 200. L'année scolaire avait d'ailleurs commencé avec l'agression d'un surveillant et quinze jours de grève. Le tout agrémenté de quelques bizarreries locales qui ne résisteraient pas deux jours dans un lycée parisien, comme ce centre de documentation et d'information qui n'ouvrait pas avant 11 heures le matin, faute de personnel...

Mention : doit mieux faire. ■



Image non disponible.
Restriction de l'éditeur

55 JEUNES dont 44 mineurs
ont été placés en garde à vue
après les violences du 7 mars.

